

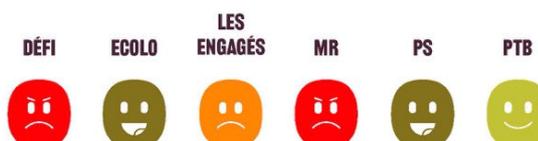
ANALYSE DE LA PRISE EN COMPTE PAR LES PARTIS POLITIQUES FRANCOPHONES BELGES DES RECOMMANDATIONS DE HUMUNDI POUR LES ÉLECTIONS DU 9 JUIN 2024.

Cette analyse et ce bulletin examinent l'adéquation entre les recommandations de Humundi et de ses partenaires, et les programmes électoraux des partis politiques pour les élections de 2024. Elle ne prend pas en compte le bilan des actions passées. Le programme n'est pas non plus, à lui seul, une garantie d'action future ¹.

Quel parti se préoccupe de nos priorités ?

PRIORITÉ 1

SOUTENIR L'AGROÉCOLOGIE



PRIORITÉ 2

RÉGULER LE COMMERCE MONDIAL DES PRODUITS AGRICOLES



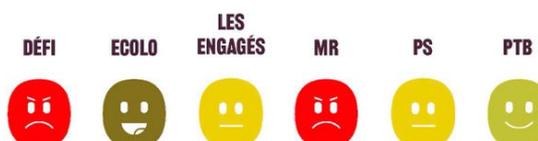
PRIORITÉ 3

STOPPER LE COMMERCE TOXIQUE DES PESTICIDES INTERDITS



PRIORITÉ 4

SOUTENIR L'AGRICULTURE À PETITE ÉCHELLE FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES



-- | - | Neutre | + | ++

¹ La méthodologie s'est basée sur la prise en compte qualitative par les programmes des partis des différents groupes de recommandations constituant chaque priorité d'Humundi. La cotation va d'une priorité pas du tout intégrée (--) à une priorité très intégrée (++) c'est-à-dire que la totalité ou la quasi-totalité des recommandations qui la constituent sont présentes et développées de manière ambitieuse.

PRIORITÉ 1 : SOUTENONS MASSIVEMENT L'AGROÉCOLOGIE COMME SOLUTION AUX IMPASSES DES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ²

Analyse des programmes

a. Défi ³

→ **International** :

Défi ne mentionne pas l'enjeu de la coopération au développement ni celui de la lutte contre la faim ni de l'agroécologie.

→ **Belgique** :

Selon Défi, nous avons besoin de toutes les formes d'agriculture avec pour objectif le maintien d'une agriculture familiale, productive et durable. Défi ne parle pas d'agroécologie mais la question du renforcement des circuits courts et locaux est importante, tout comme la place de l'animal pour la fertilisation des sols. Défi pense que l'agriculture est engagée dans une série de révolutions technologiques qui va amener vers une agriculture plus capitaliste, il faut investir dans la recherche-innovation autour de la robotique, du numérique et des biotechnologies pour rester compétitif.

→ **Europe** :

Au niveau européen, Défi veut remettre à plat la PAC et lui redonner une logique de marché qui respecte la préférence communautaire, prône une taxe écologique aux frontières et une autosuffisance alimentaire et l'économie circulaire. Défi ne mentionne pas la stratégie "Farm to Fork" ni le besoin d'une gouvernance européenne des systèmes alimentaires.

Résultat de notre analyse :



b. Écolo ⁴

→ **International** :

Écolo veut respecter les engagements concernant les sommes allouées à l'Aide Publique au Développement (0,7% du Revenu National Brut) d'ici à 2030 et veut plaider au niveau international pour rehausser les ambitions en termes de solidarité financière aux pays du Sud.

² Retrouvez nos recommandations sur cette priorité dans notre note politique sur la page de campagne : <https://www.humundi.org/campagne-elections/>

³ Pour consulter le programme de Défi : <https://www.defi.be/nos-idees/>

⁴ Pour consulter le programme d'Écolo : <https://ecolo.be/programme-2024/>

Ecolo désire consacrer 15% du budget de la Coopération au développement à la réalisation du droit à l'alimentation ainsi qu'aux politiques publiques renforçant la souveraineté alimentaire des pays partenaires. Pour Ecolo, le droit à l'alimentation doit être placé au centre des politiques publiques, aussi à l'international, et il faut opérer une transition vers la souveraineté alimentaire et l'agroécologie.

→ **Belgique** :

Ecolo soutient un ensemble de propositions pour impulser un changement de modèle alimentaire, de la production à la consommation. Il veut soutenir les agriculteur·rice·s dans la transition agroécologique et désire affecter les soutiens publics pour l'alimentation aux aliments sains, locaux et de saison labellisés bio. Ecolo désire développer la démocratie alimentaire en renforçant les Conseils de Politique Alimentaire mais ne mentionne pas ces questions de gouvernance alimentaire au niveau régional ou européen.

→ **Europe** :

Ecolo veut une PAC verte renforcée qui soutienne le monde agricole s'engageant dans la transition agroécologique pour que les fermes soient plus résilientes et autonomes et que l'agroécologie soit rémunératrice. Ecolo veut également une PAC plus juste (redistributive et plafonnée) et alignée sur le Green Deal et la stratégie « De la ferme à la fourchette ».

Résultat de notre analyse :



c. Les Engagés⁵

→ **International** :

Les Engagés veulent consacrer 0.7 % du revenu national brut de la Belgique à l'Aide Publique au Développement d'ici 2030, qui doit se déployer sur base des objectifs de développement durable. Ils ne mentionnent pas spécifiquement la lutte contre la faim ni l'agroécologie.

→ **Belgique** :

Les Engagés veulent accorder une importance particulière aux sols et à leur protection. L'agroécologie y est vue comme une pratique culturelle parmi d'autres pour y arriver. Les Engagés reconnaissent les limites du modèle agricole actuel, ils veulent renforcer la résilience de l'agriculture, le maillage écologique, garantir des aliments sains et des conditions équitables pour les agriculteur·rice·s. Ils insistent sur la nécessité de rémunérer les efforts climatiques et environnementaux des agriculteur·rice·s. Ils insistent sur le côté stratégique du secteur pour notre souveraineté mais aussi pour l'économie et pour la sécurité alimentaire d'autres régions du monde. Les aspects de gouvernance des systèmes ne sont pas abordés.

⁵ Pour consulter le programme des Engagés : <https://www.lesengages.be/#programme>

→ **Europe :**

Les Engagés veulent revoir les critères d'octroi et de calcul de la PAC pour la rendre plus juste et soutenir des exploitations à taille humaine et une alimentation relocalisée. Ils insistent sur le besoin d'un budget suffisant pour soutenir la transition de l'agriculture et sur la nécessaire progressivité pour ne pas mettre à mal les exploitations. Ils ne mentionnent pas la stratégie "Farm to Fork" ni le besoin d'une gouvernance européenne des systèmes alimentaires.

Résultat de notre analyse :



d. MR ⁶

→ **International :**

Le MR ne prend en compte aucune des propositions d'Humundi relatives à la coopération au développement.

→ **Belgique :**

Le MR met l'accent sur le besoin de soutenir tous les modèles agricoles sans les opposer. L'agroécologie est tout de même mentionnée comme une initiative parmi d'autres qui doit rencontrer les objectifs que la société attend (nourriture variée, abordable, saine et en quantité suffisante).

→ **Europe :**

Le MR veut refonder la PAC sur une vision à long terme, en réinvestissant les aspects géopolitiques, en faisant attention aux charges que font peser les décisions environnementales sur les agriculteurs et agricultrices.

Résultat de notre analyse :



e. PS ⁷

→ **International :**

Le PS insiste sur l'importance de la solidarité internationale, notamment pour investir dans l'agriculture durable. Il désire soutenir un plan de croissance de l'Aide Publique belge au

⁶ Pour consulter le programme du MR : <https://www.mr.be/programme2024/>

⁷ Pour consulter le programme du PS : <https://www.ps.be/programme-2024>

Développement à l'horizon 2030, visant l'objectif de 0,7 % du revenu national brut (RNB), et de consacrer 15% du total de ce budget au droit à l'alimentation, avec une priorité pour l'agriculture familiale et l'agroécologie.

→ **Belgique :**

Le PS soutient un ensemble de propositions pour impulser un changement de modèle alimentaire, assorti d'investissements conséquents (peu expliqués). Il veut un modèle agroalimentaire durable qui protège la santé des agriculteur·rice·s et leurs revenus, la santé des citoyen·ne·s et des écosystèmes. Comme l'agriculture est un point focal entre la production alimentaire, la sécurité alimentaire, la biodiversité, la santé publique, etc., le PS désire mettre en place une task force interministérielle pour la transition vers un système alimentaire nourricier et résilient et prône la fixation de priorités en décloisonnant les différentes politiques publiques.

→ **Europe :**

Le PS veut continuer à intégrer les objectifs quantitatifs de la stratégie "Farm to Fork" et Biodiversité, en accompagnant les agricultrices et agriculteurs pour faciliter et encourager la transition. Il veut enfin réviser les règles de la PAC pour garantir une justice sociale entre les agriculteur·rice·s, renforcer les budgets alloués au paiement redistributif et aux éco-régimes.

Résultat de notre analyse :



f. PTB ⁸

→ **International :**

Le PTB indique que la coopération internationale doit s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités avec une attention particulière pour l'alimentation (sans objectif chiffré consacré à cet objectif). Il veut consacrer au moins 0,7% du PIB belge à la solidarité avec les peuples du Sud. Il ne mentionne pas l'agroécologie comme stratégie de lutte contre la faim.

→ **Belgique :**

Le PTB encourage l'agroécologie notamment via les centres de recherche publics et une banque publique qui doivent faciliter la transition agroécologique. Le PTB soutient différentes mesures pour impulser un changement avec une emphase sur la régulation des marchés, sur l'encadrement des marges et des prix et la taxation des surprofits. Il veut une TVA sur l'alimentation à 0%.

⁸ Pour consulter le programme du PTB : <https://www.ptb.be/programme>

→ **Europe :**

Le PTB voit la stratégie « De la ferme à la table » comme une étape indispensable pour réduire l’empreinte environnementale et climatique de notre système alimentaire. Il insiste sur le besoin d’une politique alimentaire commune sans donner de détails sur les questions de gouvernance. Le PTB veut revoir en profondeur la répartition du budget de la PAC pour en faire une aide à l’emploi, avec un plafond pour les grosses exploitations et un forfait pour les petites et un plus grand budget consacré à la redistribution. Il veut remettre des quotas pour empêcher la surproduction et stabiliser les prix et veut plus de budget pour les éco-régimes

Résultat de notre analyse :



PRIORITÉ 2 : PERMETTONS AUX AGRICULTURES D'ICI ET D'AILLEURS DE SE PROTEGER DE LA CONCURRENCE DELOYALE ET REGULONS LE COMMERCE INTERNATIONAL ⁹

Analyse des programmes

a. Défi

→ **OMC :**

Défi ne mentionne pas et ne remet pas en question les règles de l’OMC.

→ **Accords de libre-échange :**

Défi est favorable au commerce mais les accords de commerce ne doivent pas être justifiés par du dumping social et environnemental et l’agriculture ne peut servir de variable d’ajustement de ces accords. Selon Défi, les intérêts des agriculteur·rice·s wallon·ne·s doivent être considérés tout au long de la procédure de négociation.

→ **Mesures miroirs :**

Défi considère que pour accéder au marché européen, il faut respecter les normes européennes et veut instaurer une taxe écologique sur les produits importés au travers d’un mécanisme d’ajustement carbone aux frontières qui inclut les produits agricoles. Défi ne mentionne pas le soutien aux filières impactées dans les pays tiers portées par des

⁹ Retrouvez nos recommandations sur cette priorité dans notre note politique sur la page de campagne : <https://www.humundi.org/campagne-elections/>

agriculteur·rice·s de petite surface. Défi ne mentionne pas les effets des échanges agricoles sur les autres régions du monde.

Résultat de notre analyse :



b. Écolo

→ **OMC** :

Ecolo veut faire de la politique commerciale de l'Europe mais également des règles de l'Organisation mondiale du commerce des outils pour entraîner les partenaires commerciaux dans une transition écologique et juste. Ecolo veut décider au niveau européen d'une exception alimentaire pour pouvoir déroger à la concurrence internationale et privilégier les produits locaux. Pour garantir l'accès aux besoins alimentaires de base au niveau international, Ecolo veut établir un observatoire international des stocks et des flux alimentaires, ainsi que prévoir une régulation des usages prioritaires des productions agricoles et de leurs prix.

→ **Accords de libre-échange** :

Ecolo s'oppose au traité UE Mercosur. Les accords commerciaux doivent s'inscrire dans une perspective de respect et de bonne mise en œuvre des traités environnementaux et climatiques (Montréal, Paris) et des conventions pertinentes de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Selon Ecolo, la souveraineté alimentaire est un principe essentiel qui doit être concrétisé et ne pas être compromise par un traité de libre-échange.

→ **Mesures miroirs** :

Pour Ecolo, la réciprocité des normes (sanitaires, environnementales et sociales) devra être garantie dans les accords de libre échange pour protéger nos marchés de la concurrence déloyale. Pour Ecolo, la politique commerciale passe également par des mesures dites « autonomes », décidées par l'UE seule, ce qui sous-entend des mesures miroirs. Ecolo veut faire bénéficier les pays à bas revenu d'une partie des fonds levés par le mécanisme d'ajustement aux frontières car la transition juste doit être pensée dans une perspective de réciprocité et de solidarité internationale.

Résultat de notre analyse :



c. Les Engagés

→ **OMC** :

Les Engagés s'étendent peu sur les règles de l'OMC mais veulent y intégrer une exception climatique.

→ **Accords de libre-échange** :

Les Engagés veulent réviser le modèle d'accords de commerce de l'UE, afin de garantir au minimum la présence d'un chapitre sur le développement durable contraignant, attentif à notre modèle agricole, et assorti d'un mécanisme de plainte et de sanction. Selon Les Engagés, l'agriculture ne peut être une variable d'ajustement des traités de libre-échange, ils défendent l'exception agricole dans tous les accords commerciaux pour préserver la souveraineté alimentaire de chaque pays (droit à une alimentation saine et suffisante pour chaque humain), ils veulent veiller à ce que nos échanges commerciaux agricoles n'affaiblissent pas les capacités de productions vivrières des pays en voie de développement. Les Engagés ne mentionnent pas l'accord UE-Mercosur. Ils veulent également doter l'Union européenne d'un Fonds budgétaire rapide pour faire face à des situations de déséquilibre dangereux des prix agricoles.

→ **Mesures miroirs** :

Les Engagés défendent des clauses miroirs strictes aux frontières de l'Union européenne avec les mêmes règles de conditions de production (limitation des intrants et des produits phytos, respect du bien-être animal, conformité aux normes environnementales et sociales, etc.) et par le déploiement des procédures de contrôle suffisantes. Les Engagés ne mentionnent pas le soutien aux filières impactées dans les pays tiers portées par des agriculteur-riche-s de petite surface. Ils veulent également élargir le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières adopté par l'Union européenne en 2023 à tous les produits.

Résultat de notre analyse :



d. MR

→ **OMC** :

Le MR ne remet pas en question les règles de l'OMC.

→ **Accords de libre-échange** :

Le MR veut élaborer une politique commerciale forte qui favorise l'implantation de nos entreprises dans les marchés étrangers, il veut poursuivre la négociation d'accords de libre échange qui permettent d'augmenter nos exportations. Au niveau agricole aussi, selon le parti, l'Europe a sa carte à jouer en tant que puissance agricole.

→ **Mesures miroirs :**

Le MR est sensible aux impacts du commerce sur nos secteurs fragiles notamment l'agriculture. Le MR ne parle pas de mesures miroirs mais plaide pour l'instauration de clauses miroirs dans les accords de libre-échange, quitte à s'abstenir d'inclure l'agriculture dans un accord si on ne peut contrôler ces clauses. Le MR ne mentionne pas le soutien aux filières impactées dans les pays tiers portées par des agriculteur-rice-s de petite surface. Le MR ne mentionne pas le droit des autres pays à se protéger de la concurrence déloyale originaire d'Europe.

Résultat de notre analyse :



e. PS

→ **OMC :**

Le PS mentionne le problème de la mise en concurrence mondiale d'agricultures inégales, il veut réguler le commerce international, consacrer le rôle de l'État stratège dans l'économie et sortir certains biens d'une logique purement marchande. Le PS veut réformer l'OMC pour accentuer la dimension sociale et environnementale de l'agenda commercial. En matière agricole, la réforme doit garantir aux pays en développement la souveraineté alimentaire et la sécurisation des revenus des agriculteur-rice-s.

→ **Accords de libre-échange :**

Le PS veut empêcher que les accords commerciaux dérogent aux normes multilatérales (OIT, accords de Paris et de Kunming Montréal) et veut des normes sociales et environnementales contraignantes et exécutoires. Il refuse la ratification d'accords consacrant un modèle agricole exportateur, non durable et extensif et une fragilisation du tissu agricole européen, et souhaite inclure dans les accords commerciaux en cours de négociation une exception agricole afin de lutter à la fois contre le changement climatique et la concurrence déloyale imposée aux producteur-rice-s européen-ne-s. Il mentionne également des exceptions agricoles pour garantir la souveraineté alimentaire des pays partenaires. Le PS ne mentionne pas les problèmes posés par le traité UE-Mercosur.

→ **Mesures miroirs :**

Le PS ne parle pas de mesures miroirs mais bien de clauses miroirs pour mettre en cohérence les accords commerciaux avec les objectifs internes. Il veut également analyser la possibilité d'un prélèvement fiscal sur les produits alimentaires importés dans l'Union européenne dont la production a occasionné des dégâts environnementaux. Le PS ne mentionne pas le soutien aux filières impactées dans les pays tiers portées par des agriculteur-rice-s de petite surface.

Résultat de notre analyse :



f. PTB

→ **OMC** :

Le PTB ne mentionne pas directement les règles de l'OMC, mais il fait de nombreuses propositions qui vont à l'encontre de ces règles. Le PTB met l'accent sur les impacts négatifs du commerce agricole international sur les petits producteurs dans les pays du Sud. Il considère que l'alimentation et l'agriculture doivent être protégées de la concurrence internationale et que les pays doivent pouvoir intervenir sur le marché pour protéger les droits, lutter contre la pauvreté et garantir la sécurité alimentaire. Selon le PTB, des stocks stratégiques de certains produits de base doivent être mis en place pour stabiliser les prix. Il reprend dans son programme le concept de la souveraineté alimentaire défini par le mouvement paysan La Via Campesina.

→ **Accords de libre-échange** :

Le PTB veut faire valoir l'exception agricole dans tous les traités et règlements internationaux et considère les accords de libre-échange comme une menace pour l'agriculture à petite échelle. Il insiste sur la primauté de l'environnement, des droits sociaux et humains sur la quête de profit. Le PTB rejette l'accord UE-Mercosur mais aussi d'autres accords, comme celui avec la Nouvelle Zélande, qui consistent à importer des denrées alimentaires qui peuvent être produites ici.

→ **Mesures miroirs** :

Sans mentionner le terme de mesure ou clause miroir, le PTB veut faire respecter les mêmes normes environnementales, sanitaires et sociales que chez nous dans les traités commerciaux (sans mentionner le soutien pour les filières portées par des producteurs de petite surface au Sud qui seront impactées).

Résultat de notre analyse :



PRIORITÉS 3 : STOPPONS L'EXPORTATION EUROPÉENNE DE PESTICIDES INTERDITS ¹⁰

Analyse des programmes

a. Défi

→ **Export ban** :

Défi ne mentionne pas la question des pesticides interdits.

→ **Belgique – Europe** :

Défi mentionne l'intérêt d'adopter des stratégies de substitution aux produits chimiques (désherbage mécanique, engrais organiques) mais ce point est très peu développé.

Résultat de notre analyse :



b. Écolo

→ **Export ban** :

Ecolo ne mentionne pas dans son programme la question des exportations des pesticides interdits au niveau européen.

→ **Belgique – Europe** :

Ecolo souligne les conséquences négatives des pesticides, la dépendance qu'ils créent et le manque de résilience du modèle agricole associé. Ecolo est convaincu que l'agriculture peut se passer de pesticides à travers des pratique agricoles biologiques. Ecolo veut développer l'agroécologie et en finir avec les pesticides en commençant par l'interdiction des produits les plus problématiques pour la santé et l'environnement. Il veut réduire l'usage des pesticides de 75 % d'ici 2030.

Résultat de notre analyse :



¹⁰ Retrouvez nos recommandations sur cette priorité dans notre note politique sur la page de campagne : <https://www.humundi.org/campagne-elections/>

c. Les Engagés

→ **Export ban** :

Les Engagés veulent interdire la fabrication, la circulation, le stockage et l'exportation vers des pays tiers de pesticides contenant des substances actives dont l'utilisation est interdite dans l'Union européenne.

→ **Belgique – Europe** :

L'objectif des Engagés est qu'en 2040 au plus tard, la production belge soit idéalement labellisée 100 % sans produits phytosanitaires de synthèse nocifs pour l'environnement et la santé et respectueuse de la conservation des sols, ou bio et qu'en présence des meilleures techniques disponibles pour atteindre l'objectif, les utilisateur·rice·s soient obligé·e·s d'y recourir. Pour les Engagés, cette sortie doit se faire avec un soutien particulier dédié aux agriculteur·rice·s (nouveaux investissements, formations...) pour qu'il·elle·s puissent rester compétitif·ive·s tout en instaurant en parallèle des clauses miroirs pour éviter la concurrence déloyale et une distorsion de marché.

Résultat de notre analyse :



d. MR

→ **Export ban** :

Le MR ne mentionne pas la question des pesticides interdits.

→ **Belgique – Europe** :

Le MR demande que soit intégrée la question des alternatives de traitement aux plans visant à la réduction d'usage de pesticides. Avant une interdiction pure et simple ou l'imposition de produits de substitution, il plaide pour des analyses de durabilité complète sur la durée de vie des produits. Il prône une approche concertée pour éviter de déformer la position concurrentielle de nos entreprises.

Résultat de notre analyse :



e. PS

→ **Export ban** :

Le PS veut interdire en Europe la production et l'exportation de pesticides ou autres produits associés à la production agricole dont l'usage est proscrit en Europe.

→ **Belgique – Europe** :

Le PS propose de soutenir, à l'échelle européenne, un programme de suppression complète, à l'horizon de 2030, des pesticides les plus dangereux pour l'environnement et/ou pour la santé. A défaut d'interdiction immédiate, une directive européenne sera adoptée pour taxer les pesticides au niveau européen. Cette taxe alimentera un fonds européen de transition qui permettra aux agriculteur·rice·s de faire évoluer leur modèle de production vers un système plus durable ainsi que soutenir le développement d'alternatives inoffensives aux pesticides et des mesures de compensation des effets négatifs qu'ils induisent. Le PS veut également supprimer les dérogations pour les substances actives interdites. Le PS veut réduire considérablement l'utilisation de pesticides (et d'engrais) et se fixer des objectifs concrets de réduction pour les pesticides qui nuisent à la santé et à la biodiversité.

Résultat de notre analyse :



f. PTB

→ **Export ban** :

Le PTB veut arrêter l'exportation vers les pays du Sud de produits dangereux, dont l'utilisation est déjà interdite chez nous, ce qui inclut les pesticides.

→ **Belgique – Europe** :

Le PTB explique dans son programme les conséquences négatives des pesticides et engrais chimiques et veut encourager l'agroécologie pour réduire la dépendance vis-à-vis des semences, engrais, pesticides des grands monopoles. Mais aucune mesure spécifique n'est élaborée dans le programme concernant la réduction d'usage, de transparence et de régulation.

Résultat de notre analyse :



PRIORITÉ 4 : SOUTENONS L'ADAPTATION DES AGRICULTEUR·RICE·S DE PETITE SURFACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUBIS ¹¹

Analyse des programmes

a. Défi

→ **Justice climatique et adaptation** :

Défi ne mentionne pas l'impact du changement climatique sur les pays à faibles revenus, la question de la justice climatique et du financement climatique international. Défi pense que l'adaptation et l'atténuation du changement climatique de notre territoire sont indispensables. Dans ce cadre, Défi entend fixer des objectifs ambitieux pour la capture du carbone dans les sols agricoles.

→ **Énergies fossiles** :

Défi mentionne la nécessité de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre comme nous l'imposent les COP sans mentionner la nécessité de s'engager résolument vers la sortie des énergies fossiles. Selon Défi, le développement durable ne peut être l'alibi d'un modèle de décroissance.

Résultat de notre analyse :



b. Écolo

→ **Justice climatique et adaptation** :

Ecolo insiste sur le caractère inéquitable des catastrophes écologiques, qui touchent en premier lieu et de façon démultipliée les populations à bas et moyens revenus, alors qu'elles en sont le moins responsables. Ecolo mentionne que les populations paysannes et rurales sont les plus exposées aux impacts du dérèglement climatique et de l'effondrement de la biodiversité, veut placer le droit à l'alimentation au centre des politiques internationales. Ecolo veut contribuer de manière juste au financement international pour le climat et au mécanisme de soutien à la biodiversité et mentionne l'importance de l'atténuation, mais aussi de l'adaptation et de la couverture des pertes et préjudices.

¹¹ Retrouvez nos recommandations sur cette priorité dans notre note politique sur la page de campagne : <https://www.humundi.org/campagne-elections/>

→ **Énergies fossiles :**

Ecolo veut désinvestir les secteur fossiles et polluants et supprimer progressivement l'ensemble des subsides fossiles, à l'exception des mesures sociales, telles que le tarif social de l'énergie. Ecolo veut, dès 2025, éteindre tous les investissements et les politiques publiques qui financent ou soutiennent l'exploration, le développement ou l'exploitation des projets d'hydrocarbures. Pour limiter le réchauffement, le parti veut s'attaquer de manière plus large à l'usage des combustibles fossiles, à la déforestation et à l'agriculture intensive et chimique.

Résultat de notre analyse :



c. Les Engagés

→ **Justice climatique et adaptation :**

Les Engagés reconnaissent que la plupart des pays en voie de développement et émergents sont ou seront les plus touchés par les conséquences du réchauffement climatique alors que ce sont les pays les plus industrialisés qui sont responsables de la grande partie des GES accumulés dans l'atmosphère depuis deux siècles. Ils insistent sur une intervention suffisante des pays riches pour éviter d'importantes migrations et des risques de stabilité géopolitique. Ils ne mentionnent pas spécifiquement les défis de l'agriculture de petite surface. Ils veulent renforcer l'enveloppe budgétaire que la Belgique octroie aux politiques climatiques des pays du sud, dans le cadre de la coopération au développement (sans parler de financement additionnel).

→ **Énergies fossiles :**

Les Engagés désirent la suppression progressive des subsides aux énergies fossiles (primes, déductions fiscales...) et œuvrer à la signature d'un moratoire international sur l'exploitation des bombes climatiques, mais ne mentionne pas la nécessité de s'engager résolument vers la sortie des énergies fossiles.

Résultat de notre analyse :



d. MR

→ **Justice climatique et adaptation :**

Le MR ne mentionne pas l'impact du changement climatique sur les pays à faible revenu, la question de la justice climatique et du financement climatique international. Le MR pense que l'agriculture est un nœud central dans l'adaptation et l'atténuation du changement climatique.

Il plaide pour renforcer les recherches agronomiques et génomiques pour rendre plus robustes les sols et les cultures aux événements extrêmes.

→ **Énergies fossiles :**

Le MR ne mentionne pas la nécessité de s'engager résolument vers la sortie des énergies fossiles.

Résultat de notre analyse :



e. PS

→ **Justice climatique et adaptation :**

Le PS mentionne que les pays à faible revenu sont touchés de manière disproportionnée par les conséquences du dérèglement climatique, alors qu'ils sont encore aujourd'hui loin d'être les principaux émetteurs de gaz à effet de serre et qu'ils n'ont pratiquement aucune responsabilité historique dans le réchauffement climatique. Il veut financer de manière adéquate des mécanismes de compensation pour les pertes et dommages, notamment un financement supplémentaire adéquat pour le Fonds mondial pour le climat. Le PS n'insiste pas particulièrement sur les conséquences pour les agricultures de petite surface. Il propose d'allouer des budgets additionnels nécessaires au respect des engagements belges en matière de financement international de la lutte contre le changement climatique afin de ne pas porter atteinte au budget de la coopération au développement. Le PS met en avant la transition des systèmes de production pour améliorer la résilience sans proposer de manière claire l'agroécologie comme solution climat.

→ **Énergies fossiles :**

Pour sortir progressivement des énergies fossiles, le PS propose d'arrêter les investissements publics européens et nationaux dans les énergies fossiles.

Résultat de notre analyse :



f. PTB

→ **Justice climatique et adaptation :**

Le PTB reconnaît l'injustice climatique que subissent les pays du Sud, où les coups sont portés plus tôt et plus durement que dans le Nord. Le PTB veut un financement international pour l'adaptation et les pertes et dommages notamment via une taxe mondiale sur les bénéfices des multinationales de l'énergie. Le PTB ne mentionne pas particulièrement le défi de l'adaptation

des agriculteur·rice·s de petite surface ni l'agroécologie comme solution pour le climat. Le PTB est le seul à mentionner l'importance d'assurer une représentation équitable des représentant·e·s des peuples du Nord et du Sud et de leurs organisations syndicales et environnementales et de lutter contre le lobbying des multinationales dans les instances environnementales internationales.

→ **Énergies fossiles :**

Le PTB veut moratoire sur la recherche et l'exploitation de nouvelles sources de combustibles fossiles, une élimination progressive et équitable de la production fossile (tout en refusant la taxe carbone européenne sur le chauffage et le carburant et la taxe kilométrique) et une transition vers 100 % d'énergie renouvelable bon marché mondiale (tout en mettant fin au néocolonialisme vert des géants miniers et énergétiques). Pour le PTB, la responsabilité incombe aux monopoles capitalistes de l'énergie fossile, de la finance, de l'exploitation minière et aux gouvernements qui les protègent (le PTB ne parle pas d'une responsabilité collective des pays anciennement industrialisés ni d'une responsabilité liée à des comportements de consommation de masse).

Résultat de notre analyse :

